

SIGNES DU TEMPS



Le débat sur **Matrix** se mord la queue

Elles y sont toujours

Il s'en passe de belles dans les pages « Rebonds » d'un quotidien du matin. Tout le mois dernier, des philosophes (du moins profs de philo) se sont étripés à propos de *Matrix*. A la sortie du film, interview du coordonnateur de l'ouvrage collectif *Matrix, machine philosophique* (éd. Ellipses). A laquelle réagissent deux autres profs, qui accusent les premiers de servir la promo du film – en gros : « Vendus ! » « Donneurs de leçon », répliquent les premiers. Troisième épisode : les voilà réunis dans la même page, où chacun s'accuse de faire sa propre publicité.

Observons un peu cette page, où les noms des belligérants apparaissent en capitales voyantes, une typo qui les fait pour un jour plus gros que Socrate (cité ici) ou les frères Wachowski (mentionnés là). Comparons maintenant leurs conclusions (provisoires ?). Elles se rejoignent en une injonction pathétique : il faut se libérer de la Matrice. Lucides, nos amis se voient en effet (avec plaisir pour les uns, effroi pour les autres) en train de nourrir *ad libitum* la glose périlmatrixienne. Qui est dehors, qui est dedans ? Comment s'abstraire de la maudite société du spectacle et de ses produits plus ou moins dérivés quand on se met soi-même en scène ? L'issue ne serait-elle pas l'intervention... anonyme ?

Nobody

Ouverture d'une **Maison des journalistes** à Paris **Les réfugiés de l'info**

Ils arrivent majoritairement d'Afrique (Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Tchad...), mais aussi de Biélorussie, de Cuba ou de Birmanie. Contraints à l'exil par des pouvoirs qui tolèrent mal la liberté d'expression, ces journalistes ont un jour débarqué en France sans argent ni logement. « *Comme journaliste spécialiste des médias, raconte Danièle Ohayon, de France Info, il m'arrivait d'interviewer certains de ces confrères. Et je me suis rendu compte qu'ils n'avaient parfois nulle part où dormir.* » Malaise. C'est ainsi qu'a mûri l'idée d'un lieu qui accueillerait des journalistes réfugiés en France pour raisons politiques.

Pendant deux ans, associée au réalisateur Philippe Spinau, Danièle Ohayon s'est battue pour mener à bien son projet.

Ténacité payante : la Maison des journalistes (MDJ) vient officiellement d'ouvrir ses portes dans le 15^e arrondissement de Paris. Chaque année, trente journalistes en exil (deux fois quinze personnes sur six mois) bénéficient d'un lieu où ils peuvent se poser, prendre leur temps et se reconstruire. Pour financer la MDJ, la journaliste de France Info a obtenu l'aide du Fonds européen pour les réfugiés et a su convaincre quinze médias (dont TF1, *Le Monde*, *Télérama*...) de s'investir. En plus de ceux qu'elle héberge provisoirement, la MDJ met à disposition des journalistes en exil sa salle de travail et ses moyens. Bienvenue.

Olivier Milot

La Maison des journalistes, 35, rue Cauchy, Paris 15^e. Tél. et fax : 01-40-60-04-02. E-mail : maison.journalistes@wanadoo.fr

La **RATP** poursuit les barbouilleurs d'affiches

Tunnels publicitaires

Par deux fois cet automne, les « combattants contre la marchandisation des esprits » réussissent à envahir le métro parisien. A l'initiative du mystérieux site Internet stopub.ouvaton.org, tous à la même heure, dans une dizaine de stations, avec seaux de peinture noire et rouleaux et marqueurs, ils barbouillent des milliers de panneaux publicitaires. La troisième fois, le

28 novembre, les CRS sont au rendez-vous : 300 interpellations.

Métrobus, la régie publicitaire de la RATP, porte l'affaire devant les tribunaux pour démasquer l'animateur du site Stopub, hébergé par le ser-

veur Ouvaton : « Ces actions n'ont rien de spontané. Il y a un mouvement organisé qui cherche à nuire », déclare le patron de la Régie, qui voit là la signature d'une Internationale des altermondialistes vengeurs. Diable ! Lundi 1^{er} décembre, le juge des référés contraint l'hébergeur à donner l'identité de l'animateur...

Chez Kohn et associés, les avocats de Métrobus, on est content (« Nous ne pouvons accepter que les gens se fassent justice eux-mêmes »), mais on veut calmer le débat en reconnaissant « la légitimité du débat sur "l'agression publicitaire", sur l'image qu'elle donne des femmes, sur l'utilisation qu'elle fait des enfants ». Avocats de Métrobus, ou avocats du diable ?

Luc Le Chatelier

